

Publié le 9 mai 2021

Les Epl dans la presse (9 mai 2021)

De la ligne TGV Bordeaux-Toulouse aux derniers chiffres de l'Insee sur l'artificialisation des sols, la lecture de la presse montre la complexité d'un monde que l'on souhaite plus fonctionnel et moins consommateur d'espaces. Inconciliable ?



La première société publique locale de financement en vue ?

La ligne TGV Bordeaux-Toulouse ne sera bientôt plus qu'un simple projet. C'est le Premier ministre en personne, **Jean Castex**, qui l'assure dans **Les Echos** (29 avril 2021). « Ce serpent de mer de 222 kilomètres et vieux de 30 ans (...) finit par prendre forme », assure le quotidien économique. Le projet de LGV Bordeaux-Toulouse (GPSO) mettrait la capitale occitane à 3h15 de Paris. « GPSO pourrait être la première ligne à grande vitesse bénéficiant d'une société publique locale de financement », assure Jean Castex dans un courrier. **Montant des travaux : 4 Md€.**

La Région Grand-Est va lancer une Spl ferroviaire

La dernière séance du mandat de Jean Rottner, président de la région Grand-Est, a été marquée par l'annonce du lancement d'une Société publique locale ferroviaire, **Grand Est Mobilités**. **Les Dernières Nouvelles d'Alsace** du 22 avril 2021 révèlent que « quatre agglomérations régionales ont d'ores et déjà confirmé leur adhésion au projet : l'Eurométropole de Strasbourg, Metz métropole, Mulhouse Alsace métropole et le Grand Reims ». L'objectif de la future Spl sera d'appuyer la région « dans le pilotage de sa politique ferroviaire dans le contexte de mise en concurrence du réseau TER ». **David Valence, vice-président aux transports de la région, donne le ton** : « La région ne va pas devenir une entreprise ferroviaire mais nous allons prendre la main sur la construction de ce mode de transport en optimisant ce que la Sncf nous refacture très cher ». Ç'a le mérite de la clarté !

Alsace Energies sur les fonts baptismaux

Le Moniteur (23 avril 2021) consacre un article à la création, par la nouvelle Collectivité européenne d'Alsace (CeA) d'une Sem, **Alsace Energies**. Initiée par le bailleur Alsace Habitat, elle portera des projets d'énergie verte, en particulier la création de réseaux de chaleur dans les zones rurales. « La forme juridique permettra aux élus de garder la main sur cette thématique qui stimulera la valorisation de la ressource bois locale », explique Frédéric Bierry, président de la CeA.

La seconde vie des anciennes Halles du marché-gare de la Confluence

Elle porte un joli nom : la halle **Caoutchouc**. Et par nature, le caoutchouc est ductile. Ce bâtiment de 4 100 m² va connaître une seconde vie, nous apprend **le Progrès** (22 avril 2021). « La halle va devenir un espace de travail contemporain à **faible impact énergétique** et devrait abriter des entreprises innovantes, créatives et culturelles », assure 6e sens immobilier, qui s'est porté acquéreur. Ce bâtiment appartient à un ensemble de halles que les aménageurs et la **Spl Lyon Confluence** ont souhaité valoriser. L'intégration dans un environnement très vert du bâtiment fera la part belle à des matériaux décarbonés : « Utilisation de bois pour réaliser les structures porteuses des plateaux de bureaux, installations peu énergivores comme le free-cooling (système de refroidissement passif) », assure le Progrès, ou encore recours à l'eau de pluie pour rafraîchir l'ensemble.

En attendant, l'artificialisation suit sa route

« **L'artificialisation se poursuit, plus intensément dans les zones attractives** », constate **l'Insee**, dans l'édition 2021 (publiée le 29 avril), de son étude « **La France et ses territoires** ». L'institut s'appuie sur les résultats de l'inventaire Corine Land Cover, selon lequel 43 700 ha ont été artificialisés en France entre 2012 et 2018. « Les départements les plus concernés se situent logiquement dans des territoires attractifs (du fait de leur dynamique économique ou de leur climat), tels que les espaces littoraux et les grandes métropoles (2.300 ha en Gironde, 1.900 ha dans l'Hérault, 1.700 ha en Haute-Garonne), tandis que les départements ruraux ou montagnards sont davantage préservés », précise l'Insee. **Le seul département où l'artificialisation est en baisse est la Charente** : -235 ha, baisse qui s'explique par une décroissance des surfaces des zones de chantier. Sans surprise, « **cette modification des milieux se fait essentiellement au détriment de territoires agricoles** : 80 % des superficies nouvellement artificialisées étaient agricoles en 2012 et près de 20 % étaient des forêts ou des milieux semi-naturels. Dernière précision : dans six départements, l'artificialisation s'explique par la disparition de surfaces agricoles (Cantal, Eure-et-Loir, Gers, Ille-et-Vilaine, Somme et Seine-Saint-Denis) ; dans les Alpes-Maritimes, elle a empiété sur les zones forestières ou les milieux semi-naturels.

Les Contrats de relance et de transition écologique (CRTE) en manque d'ingénierie

Un premier comité de pilotage s'est tenu le 27 avril et la signature de l'ensemble d'entre eux est prévue d'ici le 30 juin 2021. Or, un point fait débat, celui de l'ingénierie publique territoriale. Un poste « toujours sacrifié » considère **l'Association nationale des pôles territoriaux et des pays (ANPP)** qui fait une proposition au gouvernement : « A l'image du 1% planète sur les biens électroménagers pour en financer le recyclage, **le 1% ingénierie publique territoriale sur les dépenses d'investissements** ». « Sujet crucial, on en parle régulièrement, c'est la pierre angulaire de toute réussite pour la déclinaison d'un projet de territoire, quel que soit le contrat en jeu », assure Nicolas Soret, président délégué de l'ANPP, président du PETR Nord de l'Yonne, lors d'une conférence de presse organisée sur le sujet le 29 avril 2021, quelques jours après la publication par l'ANPP d'un guide pour aider à concevoir son projet de territoire. **Le débat refait régulièrement surface depuis la suppression en 2014 de l'assistance technique pour raisons de solidarité et d'aménagement du territoire (Atesat)**, une précieuse ingénierie d'Etat qui n'a été que partiellement remplacée, constatent de nombreux acteurs locaux.